

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GURDEBEKE Château Gautier

65, boulevard Carnot
60400 Noyon

Références : IC-R/058/26-CD/SL
Code AIOT : 0005106547

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement GURDEBEKE Château Gautier implanté Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GURDEBEKE Château Gautier
- Lieu dit Les Rosettes RD 145 60350 Moulin-sous-Touvent
- Code AIOT : 0005106547
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GURDEBEKE dont le siège se situe à Noyon, exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) implantée à Moulin-sous-Touvent, qui comporte également un centre de transfert de déchets non dangereux ainsi qu'une plateforme de compostage de déchets verts. Ce site est autorisé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2021.

Le casier n°9 est en cours d'exploitation actuellement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Etude permettant de caractériser les sites sources des nuisances olfactives	AP Complémentaire du 03/09/2025, article 1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Collecte et valorisation du biogaz	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.6.1	Demande d'action corrective	30 jours
4	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.2	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation sans gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage	AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 1	Sans objet
5	Défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-VI	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place des actions depuis septembre 2025 qui ont permis de réduire significativement les nuisances olfactives. Il est toutefois proposé de ne pas abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 avril 2025 afin de constater que ces actions sont pérennes dans le temps.

L'exploitant a indiqué que le protocole pour l'étude permettant de caractériser les sites sources des nuisances olfactives a été transmis pour validation à la société Organosol SA. Il a été rappelé que la date de réalisation de cette étude était d'ores et déjà dépassée. Le processus étant en cours, il n'est pas proposé de mise en demeure.

L'exploitant s'est engagé à valoriser le biogaz émis progressivement au regard des capacités de la chaudière installée. La date d'échéance est fixée à juin 2026.

L'exploitant n'a pas réalisé l'analyse de DBO_5 sur les perméats sortants du dispositif de traitement d'osmose inverse sur le site en post-exploitation lors de la dernière campagne d'analyses. De plus, la valeur de la DCO sur ces mêmes perméats n'est pas conforme au regard de la valeur limite fixée dans la réglementation. Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'analyse de la DBO_5 et de transmettre une explication quant au dépassement sur le paramètre DCO ou de fournir une nouvelle analyse conforme.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation sans gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : La société Gurdebeke exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Moulin-sous-Touvent est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1.3 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2021 en prenant les dispositions nécessaires pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : Depuis le début de l'année 2026, quelques plaintes sont déposées. Elles sont ponctuelles et émanent d'un ou deux habitants essentiellement de Carlepont. L'exploitant n'a pas réalisé de travaux depuis la fin de l'année 2025. Le jour de l'inspection aucune odeur de biogaz n'était présente sur le site. Il est proposé de ne pas lever la mise en demeure afin valider l'efficacité dans le temps des installations de collecte et de traitement du biogaz. Nota : postérieurement à l'inspection, le nombre de signalements a significativement augmenté à partir du 01/03/2026. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un dysfonctionnement des torchères présentes sur le site (problème au niveau des brûleurs). Les travaux de réparation ont été engagés et mis en œuvre le 06/03/2026 pour l'une des deux torchères.

Les mairies de Tracy le Val, Tracy le Mont, Carlepont et Moulin sous Touvent ont été informées de la situation le 03/03/2026 par mail.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Etude permettant de caractériser les sites sources des nuisances olfactives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/09/2025, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Etude odeurs commune

Prescription contrôlée :

La société Gurdebeke exploitant une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Moulin-sous-Touvent doit réaliser une étude permettant de caractériser les sites sources des nuisances olfactives dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cette étude doit intégrer :

- la recherche de l'ensemble des molécules caractéristiques des activités du site ;
- la mise en place de capteurs implantés à des positions opportunes en lien avec les plaintes des populations locales ;
- la mesure du niveau d'émission des molécules odorantes et l'activité qui en est à l'origine ;
- la définition d'un plan d'actions, le cas échéant, en fonction des résultats des mesures.

Cette étude est réalisée par un organisme tiers soumis à l'avis de l'inspection des installations classées avant le lancement de l'étude.

Préalablement à la réalisation de l'étude, le cahier des charges doit être soumis à l'inspection des installations classées.

Cette étude est réalisée conjointement avec les exploitants des sociétés voisines de l'installation de stockage de déchets non dangereux, à savoir le site de compostage exploité par la société Gurdebeke et le centre de compostage exploité par la société Organosol.

Constats :

L'exploitant a indiqué avoir élaboré le protocole de l'étude avec le bureau d'études Europoll. Des capteurs (H2S, NH4 et COV) vont être installés aux mêmes endroits que pour la réalisation de l'étude des risques sanitaires, auxquels sont ajoutés des capteurs situés dans les couloirs d'odeurs et de vent pour les sociétés GL Organosol et Gurdebeke Compostage.

Ce protocole a été transmis à la société GL Organosol pour validation. Il est rappelé à l'exploitant que conformément à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 septembre 2025, le cahier des charges doit être soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. L'étude sera lancée par la suite.

Il a été rappelé à l'exploitant que le délai des 3 mois indiqué dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 septembre 2025 est dépassé. Le processus étant engagé, il n'est pas

proposé à Monsieur le Préfet d'arrêté préfectoral de mise en demeure. Non conformité : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'étude demandée dans le délai défini par l'arrêté préfectoral complémentaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande d'action corrective n°1 : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées sous un délai de 15 jours le cahier des charges de l'étude permettant de caractériser les sites sources des nuisances olfactives.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Collecte et valorisation du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 3.1.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation du biogaz collecté
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le centre de stockage de déchets non dangereux est équipé d'un réseau de captage et de drainage du biogaz produit.</p> <p>Les casiers sont équipés, au plus tard un an après leur comblement, d'un réseau de drainage des émanations gazeuses. Ce réseau est conçu et dimensionné pour capter de façon optimale le biogaz et le transporter vers une installation de valorisation ou une installation de destruction par combustion en cas de dépannage de cette première.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux réalisés dans le cadre de la lutte contre les nuisances olfactives ont permis de collecter un volume de biogaz plus élevé, environ 500m³/h. La chaudière en place aujourd'hui permettant la valorisation du biogaz en alimentant les systèmes d'évapocondensation pour le traitement des lixiviats du site peut traiter uniquement 300m³/h. Ainsi, la chaudière est sous-dimensionnée pour valoriser la totalité du biogaz collecté sur le site.</p> <p>Non conformité : L'exploitant ne valorise pas tout le biogaz collecté sur ses installations en conditions normales d'exploitation.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à échéance du mois de septembre au plus tard à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - installer une nouvelle torchère qui permettra de traiter le biogaz collecté des casiers 7 et 8, - de traiter le biogaz collecté sur les autres casiers (casiers 1 à 6) par le système de valorisation en place sur site (évapocondensation des lixiviats). <p>Des vannes seront installées qui permettront une interconnexion entre les deux réseaux de traitement. Cette situation est temporaire le temps que le système de valorisation en place puisse traiter la totalité du biogaz collecté.</p> <p>Observation : L'inspection rappelle que l'art 3.1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 04/11/2021 prescrit la valorisation du biogaz capté, et ne prévoit leur élimination uniquement en cas de panne du</p>

<p>dispositif de valorisation.</p> <p>Une inspection sera programmée en septembre pour vérifier la régularisation du site au regard de l'article 3.1.6.1 de l'arrêté préfectoral du 04/11/2021.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande d'action corrective n°2 : le biogaz n'est pas envoyé vers une installation de valorisation. Il est demandé à l'exploitant de porter à la connaissance du préfet les modifications apportées aux conditions d'exploitation du site avec tous les éléments d'appréciation. L'inspection rappelle à cet égard que le biogaz capté doit être prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 15 février 2016 relatif aux ISDND.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 4 : Collecte des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2021, article 4.4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Collecte des lixiviats</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.</p> <p>[...]</p> <p>Les eaux pluviales tombant sur les casiers en cours d'exploitation sont mélangées aux lixiviats. Ces derniers sont pompés puis stockés dans des bassins de stockage avant traitement par évapo-concentration (procédé Nucléos) qui n'engendre pas de rejet liquide.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite de terrain a permis de vérifier que les niveaux d'eau présents dans les bassins étanches de lixiviats et d'eaux pluviales étaient remplis pour moitié de leur capacité unitaire.</p> <p>L'exploitant a indiqué continuer le transfert des lixiviats du site de Chateau gautier vers le site en post-exploitation pour traitement via l'osmose inverse.</p> <p>La visite de terrain du site en post-exploitation a permis de vérifier que l'osmose inverse était en fonctionnement. Les bassins étanches étaient à environ 80% de leur capacité unitaire. L'exploitant a présenté les dernières analyses des perméats en sortie de l'osmose inverse. Elles datent du 30 décembre 2025.</p> <p>Après analyse de ces résultats :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le paramètre DBO₅ est manquant. Il convient de noter que les résultats d'analyses précédentes incluent ce paramètre.

- la concentration du paramètre DCO est largement supérieure à la valeur limite : 787 mg d'O₂/l au lieu de 125 mg/l. Il convient de noter que les résultats sont conformes sur les résultats d'analyses précédentes.

Non conformité : lors de la dernière campagne d'analyses des perméats, le paramètre DBO₅ n'a pas été analysé et la concentration en DCO était supérieure à la valeur limite fixée réglementairement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective n°3 : il est demandé à l'exploitant de :

- fournir une analyse des perméats en sortie de traitement en osmose inverse sur le paramètre DBO₅
- expliciter la valeur de DCO et de fournir une analyse conforme le cas échéant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16-VI

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif détection départ incendie

Prescription contrôlée :

La zone en cours d'exploitation [...] sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires.

[...]

Constats :

Lors de l'inspection du 28 octobre 2025 suite à l'incendie du 26 octobre 2025, l'exploitant s'était engagé à installer une seconde caméra thermique. Cette dernière permet de balayer l'ensemble du casier en exploitation.

La visite de terrain a permis d'acter l'installation de cette seconde caméra. Le report sur l'écran de visualisation a été vu.

L'exploitant indique que cette caméra est associée à une alarme envoyée sur le téléphone portable de la direction du site et des employés du site.

Type de suites proposées : Sans suite
